



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élections départementales

Question au Gouvernement n° 2742

Texte de la question

RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, il y a un an, Jean-Marc Ayrault était remercié après le terrible échec de la gauche aux municipales. Un an après, vous subissez à nouveau une défaite électorale cinglante. Et, dimanche soir, vous dites aux Français : « Peu importe votre vote, peu importe le résultat des élections, rien ne changera pour moi, je n'en tirerai aucune conséquence politique. »

Cette attitude, monsieur le Premier ministre, marque plus que de la légèreté, plus que du mépris : c'est une faute politique impardonnable ! (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Le résultat de dimanche, c'est votre échec. C'est vous qui avez hystérisé la campagne. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) C'est vous et votre gouvernement qui vous êtes acharnés sur les familles, sur les classes moyennes, sur les chefs d'entreprise, sur les notaires, sur les agriculteurs, aujourd'hui sur les médecins.

Ayez l'humilité de reconnaître que c'est sur les décombres de votre politique économique et sociale que le Front national prospère.

M. Guy Geoffroy. Eh oui !

M. Christian Jacob. Ayez l'humilité de reconnaître que la gauche a été laminée, que la droite républicaine a remporté une victoire sans précédent. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Ayez l'humilité de reconnaître que votre bilan politique, c'est une majorité en pleine déliquescence, c'est un groupe socialiste totalement explosé, c'est une hécatombe dans les départements. Dans votre propre département – mais je vois que cela vous fait sourire ! –, vous avez été battu, comme le Président de la République a été battu dans le sien. C'est ça la réalité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Bruno Le Roux. Propos ridicule, comme d'habitude !

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, avec un bilan aussi désastreux, peut-on dire : « J'y suis, j'y reste, circulez, il n'y a rien voir » ? Décemment, non. Ce qui a justifié votre arrivée à Matignon il y a un an devrait, en toute logique, justifier votre départ aujourd'hui. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre. (*« Démission ! » sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Manuel Valls, Premier ministre. Pour avoir moi-même siégé dans l'opposition et assisté à de larges victoires de mon camp lors des élections intermédiaires, monsieur le président Jacob, je sais d'expérience qu'il faut en ces occasions avoir le triomphe mesuré et modeste. Vous n'en avez pas donné la preuve à l'instant ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur quelques bancs du groupe écologiste.*)

M. Christian Jacob. L'humilité n'est pas votre qualité première, monsieur le Premier ministre !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Dans cette occasion comme dans d'autres plus graves, votre intervention est caricaturale. Vous aussi êtes investi d'une responsabilité puisque vous gouvernez, à partir de jeudi, une majorité de départements et que ces collectivités ont des compétences essentielles pour la vie quotidienne des Français.

M. Bernard Deflesselles et M. Claude Goasguen. Quelles compétences ? C'est bien la question !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Chacun a donc une responsabilité.

Et puisque vous avez parlé de l'extrême droite, je veux rappeler qu'en appelant à voter pour tous les candidats de la droite républicaine face au Front national (*« Non ! » sur de nombreux bancs du groupe UMP*), la gauche a eu dans ce scrutin l'attitude qui a toujours été la sienne depuis 2002. J'aurais souhaité pour mon pays et pour la vie démocratique que la faute politique commise par Nicolas Sarkozy, celle du « ni-ni », de l'absence de choix face à l'extrême droite, soit davantage combattue. Elle l'a été, heureusement, par beaucoup d'entre vous et par beaucoup de vos élus, mais je voudrais qu'il en reste une trace. C'est quand on ne sait pas choisir entre la gauche républicaine et l'extrême droite que l'on commet une faute politique et morale, monsieur Jacob ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Je l'ai dit dès dimanche, je l'ai redit ce matin : oui, nous devons tirer les leçons de ce scrutin. Vous ne l'avez jamais fait lorsque vous avez perdu des élections locales. Je ne sais s'il s'agissait de défaites historiques, mais j'ai des souvenirs précis de ce qui s'est passé quand nous étions dans l'opposition.

Pourtant, cela ne suffit pas. Car je ne sais pas quel est votre programme, je ne sais pas quel est votre projet,...

M. Philippe Armand Martin. C'est vous qui êtes au Gouvernement !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...sinon de réclamer 150 milliards d'économies supplémentaires pour mettre en cause les services publics ; je ne sais pas quel est votre programme, sinon de parler uniquement d'« assistantat » ; je ne sais pas quel est votre programme, sinon de courir derrière l'extrême droite à travers le débat nauséabond sur les cantines scolaires. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Si nous voulons, monsieur Jacob, avoir un vrai débat pour les Français dans les deux ans qui viennent – car, rassurez-vous, je reste et j'assume pleinement mes responsabilités –, si nous voulons sortir de cette crise politique dont le nouveau paysage politique et l'abstention sont aussi la traduction,...

M. Philippe Meunier. Arrêtez de donner des leçons !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...vous devez, vous, vous découvrir et présenter un vrai projet aux Français. Ceux-ci se voient déjà présenter plusieurs projets : il y a celui qui consiste à sortir de l'euro, de la politique agricole commune, de l'Union européenne, c'est-à-dire à les ruiner ; il y a votre projet, qui consiste à remettre en cause le modèle social ; et il y a notre projet, que nous devons mieux expliquer et mieux concrétiser par des résultats, le projet qui consiste à redresser le pays en gardant le cap du progrès et de la justice sociale.

Parce que nous sommes dans une période où la France a des défis majeurs à relever, je continuerai à cette

place, avec le Gouvernement et avec la majorité,...

M. Claude Goasguen. Quelle majorité ?

M. Manuel Valls, *Premier ministre*à combattre pour cette idée que j'ai de la France et à combattre les idées qui me semblent mauvaises pour mon pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2742

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er avril 2015](#)